

**Union européenne - Lutte contre le  
terrorisme - Europe de la défense -  
Entretien de Mme Sylvie Goulard,  
ministre des armées, avec le  
quotidien «Le Figaro»  
(Paris, 09 juin 2017)**

**Q** - Ministre des armées, vous succédez à Jean-Yves Le Drian qui était, lui, ministre de la défense. Pourquoi un tel changement de dénomination ?

**R** - Ce changement de dénomination ne change rien au périmètre d'action du ministre. C'est la volonté du président de la République, pour des raisons historiques qui étaient conformes à sa vocation de chef des armées. Il s'agit aussi d'insister sur les hommes et les femmes, civils et militaires, qui composent le ministère, plus que sur la mission de défense.

**Q** - Vous connaissiez relativement peu l'univers de la défense. Qu'est-ce qui vous a frappée depuis votre installation à l'hôtel de Brienne ?

**R** - C'est un univers que je découvre mais il est bon parfois d'apporter un regard neuf, à la lumière de mon expérience internationale. Ce qui m'a le plus frappé, c'est l'extraordinaire qualité de nos forces. J'ai accompagné le président de la République à Gao dès le premier jour suivant ma nomination. Les militaires français sont présents au Sahel dans des conditions extrêmement difficiles pour lutter contre le terrorisme avec le G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad). La France, qui est aux avant-postes et prend le plus de risques, apporte son savoir-faire pour lutter contre le terrorisme.

**Q** - Précisément, vous avez fait de la sécurité des Français votre première priorité, alors même que de nouvelles attaques viennent d'avoir lieu, à Londres et à Paris. Le continuum sécuritaire que les armées ont mis en place est-il adapté ?

**R** - C'est un dispositif qui s'efforce de s'attaquer au problème dans toutes ses dimensions. La priorité du gouvernement est la sécurité des Français. Mais celle-ci dépend de phénomènes qui peuvent se trouver loin de nous et d'une coopération avec d'autres pays où, comme on l'a vu à Londres, des Français peuvent être frappés par le terrorisme. Nous essayons d'éradiquer Daech au Levant, au Sahel nous étions intervenus pour stopper l'arrivée des djihadistes sur Bamako. L'opération «Sentinelle» assure au quotidien la sécurité des Français sur le territoire national, dans les rues, les centres commerciaux et cet été sur nos côtes.

**Q** - Comment envisagez-vous la participation du ministère des armées à la «task force» antiterroriste qu'Emmanuel Macron a décidé d'installer à l'Élysée ?

R - Le président de la République a pris cette initiative pour améliorer la coordination des services de renseignements. Pour agir, la difficulté est d'obtenir des informations sur des groupes qui sont à la fois actifs sur le territoire national mais qui peuvent par exemple recevoir des ordres de l'étranger via Internet. Il faut donc avoir ces informations et les croiser avec celles de services amis pour assurer la sécurité des Français. Nous devons aux Français que militaires et policiers travaillent de mieux en mieux ensemble. Depuis les premiers attentats, des progrès énormes ont été faits. Le temps des guerres de chapelles est terminé.

Q - La condition des militaires qui sont très sollicités sur tous les fronts fait également partie de vos priorités. Êtes-vous préoccupée par les conséquences de ce «suremploi» des forces ?

R - Des militaires qui risquent leur vie en Opex ou qui sont la cible de terroristes sur le territoire national ne font pas un métier comme tout le monde. Ils servent le pays de façon admirable. Ils sont soumis à un stress et à de fortes contraintes. Ils servent avec dévouement, sans se plaindre. La moindre des choses est de leur faciliter la vie et celle de leur famille. J'espère parvenir, petit à petit, à traiter les problèmes pratiques qu'ils rencontrent.

Q - L'engagement européen fait partie de votre ADN politique. Les conditions sont-elles - enfin - réunies pour faire avancer l'Europe de la défense ?

R - Cela fait des années que l'on parle d'Europe de la défense, mais il faut avoir l'humilité d'admettre que l'on ne l'a pas faite. Mais, aujourd'hui, pour la première fois, les conditions sont en effet réunies. Il y a une incertitude préoccupante sur l'attitude des États-Unis. L'idée que les Américains puissent un jour se retirer d'Europe n'est pas tout à fait nouvelle. C'est pourquoi, depuis des décennies, les Français se battent pour que, dans le respect de l'Alliance atlantique, l'Europe développe des moyens autonomes. Un grand changement est en cours en Allemagne - porté par mon homologue Ursula von der Leyen - avec la décision d'augmenter le budget de la défense.

La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne va lever certains verrous. Surtout, nous affrontons des défis communs, tel le terrorisme. Il nous faut contrôler nos frontières communes car les flux migratoires importants liés aux guerres et l'instabilité résultant du réchauffement climatique peuvent amener chez nous des personnes que nous ne serions pas en mesure d'accueillir. Et puis il y a la montée en puissance dans le monde de pays plus lointains, la Chine, l'Inde, le Pakistan. La Corée du Nord, de son côté, a des capacités nucléaires. Tout cela nous invite à la vigilance. Quand la France sillonne la mer de Chine avec ses bateaux, c'est aussi pour montrer que l'UE veut défendre des voies commerciales libres.

Q - La Commission européenne vient d'annoncer la création d'un Fonds européen de défense. Est-ce un signal important ?

R - Il faut saluer un changement culturel à Bruxelles. Nous commençons à parler de façon beaucoup plus concrète. Ce Fonds devrait nous permettre de faire de la recherche ensemble. Pour le moment, l'UE dépense des sommes importantes mais de façon éclatée. Ensuite, il y a un volet capacitaire. À terme, il est souhaitable que nous achetions du matériel en concertation

les uns avec les autres. Cela obligera à casser certaines routines. Si nous voulons une Europe de la défense, des restructurations doivent être opérées, des choix de compatibilité effectués.

Q - La perspective des 2% du PIB consacrés au budget de la défense en 2025 fait-elle partie de votre feuille de route ? À plus court terme, pour le budget 2017, les arbitrages en cours seront-ils conformes à l'engagement de la remontée en puissance des moyens de la défense ?

R - L'objectif de ce gouvernement est de porter le budget de la défense à 2% du PIB d'ici à 2025. Le président de la République l'a énoncé au mois de mars alors qu'il était candidat. Il a repris cet engagement à l'OTAN, fin mai. Cela suppose effectivement une montée en puissance, après une décélération considérable. Il nous faut combiner cet objectif des 2% avec les effets de politiques qui pendant des années ont été restrictives.

Depuis que je suis ministre, aucune décision de réduction ou de gel du budget 2017 n'a été prise. Le gouvernement précédent a procédé à des mesures classiques de gel et de réserve à hauteur de 2,6 milliards. Je me battraï pour que le coût des opérations extérieures et de «Sentinelle» soit bien pris en compte et pour que nous engagions les dépenses de protection, des troupes et des installations dont nous avons besoin face au terrorisme.

L'objectif de ce gouvernement est de porter le budget de la défense à 2% du PIB d'ici à 2025./.